

Le Royaume-Uni et l'Union européenne : rester ou sortir ?

Auteur : Anand Menon



Au Royaume-Uni, le débat sur ses relations avec l'Union européenne est aussi confus que bruyant. Le Parti pour l'indépendance (UKIP) créé pour exprimer les idées de ceux qui réclament une sortie de l'Union européenne, enregistre de bons résultats. Or, en même temps, les Britanniques n'ont jamais été aussi favorables au maintien du Royaume-Uni dans l'Union depuis 1991. En effet, selon un sondage effectué par Lord Ashcroft, 33 % des personnes ayant voté pour l'UKIP considèrent d'un œil inquiet l'éventualité d'une

sortie de l'Union européenne. Pour tenter de rendre intelligible ce fatras d'informations souvent contradictoires, Anand Menon propose ici une analyse sans perdre de vue que la politique du Royaume-Uni à l'égard de l'Union européenne est largement tributaire des politiques partisanes internes.

[Lire la suite](#)

Sommaire

Fondation : Hongrie - Ukraine - Diplomatie - Journée/Europe - France-Allemagne
Crise financière : Conseil - Eurogroupe - Zone euro - Portugal
Conseil européen : Migrations
Commission : Gazprom - OGM - Budget - Commerce
Conseil : Pêche - Avenir/UE
Diplomatie : Afrique - Conseil
BCE : Grèce
BEI : Projets
Allemagne : Croissance
Finlande : Diplomatie
France : Enseignement/Allemand
Grèce : Sondage
Hongrie : Nucléaire
Pologne : Défense
République Tchèque : Pologne
Arménie : Centenaire/Génocide
Russie : France
Ukraine : France - Défense - Libération?
Conseil de l'Europe : Rapport - Assemblée - CEDH
ONU : Méditerranée
Eurostat : Chômage - Emploi - Éducation
Etudes/Rapports : Social - Droits/Homme - Commerce - Brexit?
Culture : Prix - Franz Stock - Expo/Milan - Expo/Ingolstadt - Expo/Paris

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

Fondation :

25 ans après la réunification de l'Europe



ANTALL JÓZSEF
KNOWLEDGE CENTRE

Le 28 avril à l'Assemblée nationale aura lieu une conférence autour de la Hongrie, 25 ans après sa réunification avec l'Europe. Cette conférence, à l'initiative du Centre de Connaissances József Antall et en coopération avec l'Ambassade de Hongrie en France, le groupe d'amitié France-Hongrie de l'Assemblée nationale, l'Institut Jacques Delors et la Fondation Robert Schuman, sera l'occasion de mettre en évidence l'importance de l'activité diplomatique de József Antall – en particulier en direction de la France –, d'analyser l'héritage de la tradition démocratique antallienne dans la Hongrie d'aujourd'hui mais également de dresser un bilan de l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale à l'Union européenne et de leur transition démocratique respective... [Lire la suite](#)

Compte-rendu de l'entretien avec Tetyana Ogarkova

Alors que le 17e sommet UE-Ukraine se tient à Kiev le 27 avril, la



Fondation publie un compte rendu de la réunion organisée le 2 avril avec Tetyana Ogarkova qui s'intéresse à la nature des événements en Ukraine et à la question de savoir s'ils relèvent d'un défi européen ou d'un conflit local... [Lire la suite](#)

Conférence sur les "Perspectives de l'Union européenne et sa politique étrangère" à Vienne



Le 29 avril 2015, se tiendra, à Vienne, une conférence intitulée "Perspectives de l'Union européenne et de sa politique étrangère". Organisée par l'Académie diplomatique de Vienne, cette conférence verra intervenir Gunther Krichbaum, président de la Commission des affaires européennes du Bundestag ; elle sera modérée par l'ancien ministre autrichien de la défense, Werner Fasslabend... [Lire la suite](#)

Journée portes ouvertes au Parlement européen



Le 2 mai 2015 se tiendront les journées portes ouvertes du Parlement européen à Strasbourg. Ces journées, organisées à l'occasion de la fête de l'Europe, auront cette année pour thème central l'Année européenne pour le développement. La fête de l'Europe commémore chaque année la déclaration prononcée par Robert Schuman le 9 mai 1950, déclaration qui constitue la base fondatrice du projet européen. Le Parlement européen ouvrira ses portes afin de permettre aux 20 000 visiteurs attendus de comprendre le fonctionnement de cette institution ainsi que les enjeux débattus par les députés européens en son sein. La Fondation Robert Schuman participera à l'événement... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Nominations pour le Prix Franco-Allemand du journalisme 2015



Les nominés pour le Prix Franco-Allemand du Journalisme (PFAJ) 2015 ont été annoncés le 21 avril. Le prix est décerné à des journalistes, dans diverses catégories (vidéo, audio, écrit, multimédia et jeunes talents), ayant accompli un travail exemplaire sur les thèmes franco-allemands et ayant permis une meilleure compréhension entre la France et l'Allemagne. Les lauréats seront révélés le 1er juillet 2015 dans les locaux de Radio France à Paris. Le PFAJ a été créé en 1983 par la Saarländischer Rundfunk (radio-télévision sarroise) et a, depuis, été rejoint par 9 médias français et allemands. La Fondation Robert Schuman et la DGAP y sont associées... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Réunion informelle du Conseil "Economie et Finances"



Les 24 et 25 avril 2015, les 28 ministres européens des finances, réunis à Riga, ont évoqué la situation économique et la stabilité financière au sein de l'Union européenne. Ils ont souligné la nécessité de mettre en œuvre des réformes afin d'assurer une stabilité de long-terme et créer un environnement attractif pour les investissements. Ils ont souligné le succès du premier trilogue sur le Fonds européen pour les investissements stratégiques. Les ministres ont évoqué le développement de l'Union des marchés de capitaux et les réformes structurelles induites par celle-ci, telles que la promotion des investissements, la réduction de la fragmentation des marchés financiers, la lutte contre l'évasion fiscale (via le plan d'action de l'UE relatif à l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices - BEPS) ainsi que la coopération entre investisseurs privés et publics et les entrepreneurs... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Réunion informelle de l'Eurogroupe à Riga



Les 19 ministres des finances de la zone euro étaient réunis le 24 avril à Riga. Aucun accord n'ayant encore été trouvé, Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, a de nouveau appelé la Grèce à fournir une liste "complète et détaillée" des réformes convenues si le pays voulait bénéficier des fonds européens. Pour le président de l'Eurogroupe, la responsabilité de la durée des négociations "incombe principalement aux autorités grecques". L'Union bancaire, dont l'établissement complet devrait être acté au 1er janvier 2016, a également été abordée. L'Eurogroupe a finalement salué les progrès budgétaires menés par l'Espagne, bien que la dette et le chômage y restent élevés, ainsi que par Chypre, où la libre circulation a été restaurée après la levée des derniers contrôles de capital le 6 avril dernier... [Lire la suite](#)

La croissance de la zone euro ralentit en ce début de deuxième trimestre



La croissance de l'activité privée s'est repliée en avril dans la zone euro. L'indice PMI composite s'est inscrit à 53,5 points, contre 54 le mois précédent, a indiqué le 23 avril le cabinet Markit. "L'estimation d'avril signale un ralentissement de la croissance de l'activité globale dans la zone euro par rapport au plus haut de 11 mois enregistré en mars", a souligné Markit. Le ralentissement enregistré en avril résulte du repli des taux d'expansion en Allemagne et en France, la croissance française affichant une quasi-stagnation liée principalement à une accélération de la contraction dans l'industrie manufacturière... [Lire la suite](#)

Le Portugal veut rembourser au FMI la totalité de ses emprunts



Le Premier ministre du Portugal, Pedro Passos Coelho, a annoncé le 24 avril qu'il souhaitait que son pays rembourse l'intégralité des emprunts faits au FMI. Dans son programme de stabilité, fourni à la Commission européenne, le gouvernement portugais expliquait déjà son intention de repayer au FMI. En effet, le Fonds Monétaire International avait prêté 27 milliards d'euros au Portugal en 2011, dans le cadre du Programme d'assistance économique et financière. Le Premier ministre considère qu'il serait mieux de rembourser ces dettes au plus tôt car les intérêts que doit payer le Portugal sont hauts et le temps qui passe fait grossir le montant à rembourser. L'Agence de gestion du trésor et de la dette publique a déjà remboursé 6,6 milliards d'euros entre le 13 et le 18 mars... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil européen :

Conclusions de la réunion extraordinaire du Conseil européen



Les 28 chefs d'État et de gouvernement, réunis le 23 avril à l'occasion d'un Conseil européen, ont décidé de renforcer la présence de l'Europe en mer en multipliant par trois les ressources financières des opérations Triton et Poséidon. Ils ont également décidé de lutter contre les passeurs en détruisant leurs embarcations et en renforçant la coopération policière avec les pays de départ des migrants. Une augmentation du soutien accordé aux pays tiers est aussi prévue (Tunisie, Égypte, Soudan, Mali, Niger) pour leur permettre d'assurer le contrôle de leurs frontières terrestres et maritimes, mais aussi pour y financer des programmes de développement (Afrique du Nord et Corne de l'Afrique). Enfin, un nouveau programme de retour coordonné par Frontex sera mis en place pour permettre le retour rapide des migrants n'ayant pas obtenu le droit d'asile. Vous pouvez lire ou relire l'étude de la Fondation parue sur ce sujet... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Commission :

Communication des griefs à l'encontre de Gazprom pour abus de position dominante



La Commission européenne a publié, le 22 avril, une communication des griefs à Gazprom pour abus de position dominante présumé sur les marchés de l'approvisionnement en gaz en Europe centrale et orientale. Certaines des pratiques de la société russe seraient contraires aux règles de concurrence européennes : arrangements sur les prix, restrictions territoriales dans ses accords de fourniture avec les grossistes, limitation abusive des flux de gaz transfrontière, livraisons de gaz subordonnées à des investissements dans un projet de gazoduc promu par Gazprom. Huit États membres sont concernés : Bulgarie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne et Slovaquie. Cette communication des griefs précède la décision finale de la Commission, et Gazprom dispose désormais de 12 semaines pour présenter sa défense... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Vers la possibilité pour les États d'interdire les OGM sur leur territoire



La Commission a présenté, le 22 avril, les résultats de son réexamen du processus décisionnel pour l'autorisation d'OGM dans l'alimentation humaine et animale. Son étude confirme que l'opinion publique est favorable à cette mesure et que les États européens doivent pouvoir contrôler l'utilisation d'OGM sur leur territoire. Elle a donc présenté une proposition de règlement modifiant la législation existante. Par ailleurs, elle a autorisé, le 24 avril, l'utilisation de 17 OGM destinés à l'alimentation humaine ou animale, ainsi que deux œilletts génétiquement modifiés. 7 de ces OGM étaient déjà utilisés, et leur autorisation a été renouvelée, tandis que 10 nouveaux OGM pourront désormais être employés dans l'Union européenne. Les OGM autorisés par la Commission ont été approuvés par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) après examen scientifique de leurs effets potentiels. Ces nouvelles autorisations viendront s'ajouter à la liste des 58 OGM actuellement autorisés dans

Budget : 21,1 milliards d'euros récupérés



L'Union européenne a trouvé une "bouée financière" grâce à un accord pour utiliser 21,1 milliards € de fonds non dépensés sur le budget 2014, a annoncé le 21 avril la Commission européenne. L'accord a été validé par les États membres et doit encore être avalisé par le Parlement européen. "Normalement les fonds du budget européen non utilisés à la fin de la période sont perdus", a expliqué la Commission.

L'accord permet de reporter ces 21,1 milliards € sur trois exercices: 16,5 milliards en 2015, 4,5 milliards en 2016 et 100 millions en 2017. Mais les fonds doivent être utilisés pour les programmes auxquels ils avaient été affectés. Les quatre principaux bénéficiaires sont l'Italie (4,1 milliards), l'Espagne (3,4), la République Tchèque (3,2), et la France (1,4). La Grèce pourra utiliser 722 millions € sur les trois exercices pour cofinancer des programmes... [Lire la suite](#)

9e round de négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne



La coopération réglementaire et les normes ont été au cœur du neuvième round de négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Réunis à New York jusqu'au 24 avril, les négociateurs ont avancé dans ces deux domaines pour préparer une réunion de haut niveau prévue cet automne, d'après le négociateur en chef de l'UE,

Ignacio Garcia Bercero. Les Américains se sont plaints de la proposition de la Commission sur l'autorisation des OGM, qui constituerait, à leurs yeux, une entrave au commerce transatlantique... [Lire la suite](#)

Conseil :

Conclusions du Conseil "Agriculture et Pêche "



Les 28 ministres européens de l'agriculture se sont réunis le 20 avril à Luxembourg. Un plan pluriannuel pour la mer Baltique a notamment été abordé pour réguler les stocks de hareng, de cabillaud et de sprat de façon à ce que ceux-ci soient exploités de façon durable. Ce nouveau plan, qui prend en considération les effets environnementaux et les interactions biologiques entre les stocks de poisson, constituera un test pour l'élaboration des prochains plans pluriannuels d'exploitation. Ils ont également adopté une position pour le Forum des Nations Unies sur les forêts qui se tiendra à New York du 4 au 15 mai prochain. Ils souhaitent afficher leur "engagement en faveur des forêts et de leur gestion durable" dans le cadre d'un accord sur les objectifs de développement post-2015... [Lire la suite](#)

Conclusions du Conseil "Affaires générales"



Le 21 avril 2015, les 28 ministres des Affaires européennes se sont accordés à porter à 1 milliard € en 2015 le montant des avances prévues au titre de l'initiative pour l'emploi des jeunes, afin de permettre aux États membres d'instaurer plus rapidement des mesures pour lutter contre le chômage des jeunes. De plus, ils ont acté une révision du cadre financier pluriannuel pour 2014-2020 afin de préserver les fonds dédiés à la promotion de la croissance et de l'emploi. Ils ont indiqué que l'accord de stabilisation et d'association avec la Bosnie-Herzégovine entrera en vigueur le 1er juin. Enfin, ils ont confirmé la nomination de Jeppe Tranholm-Mikkelsen au poste de Secrétaire général du Conseil pour 5 ans à compter du 1er juillet... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Rencontre entre la Commission européenne et la Commission de l'Union africaine



Le 22 avril 2015, la Commission européenne et l'Union africaine se sont réunies à Bruxelles. Les discussions se sont concentrées sur les sujets du développement, de l'immigration, de la paix, de la sécurité et de la démocratie. Ont été abordées aussi les questions du changement climatique, les défis de l'immigration, la contribution des femmes à la croissance et l'emploi, le soutien aux facteurs d'une croissance inclusive, la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, la coopération pour lutter contre l'extrémisme violent en Somalie, au Sahel et au Nigéria, ainsi que la promotion des changements démocratiques pacifiques au travers des élections et du respect des Constitutions... [Lire la suite](#)

Conclusions du Conseil "Affaires étrangères"



Les 20 ministres européens des Affaires étrangères réunis à Luxembourg le 20 avril ont adopté des conclusions sur la Libye, le Yémen, la protection consulaire et la politique de voisinage. Ils ont approuvé un plan d'action au Sahel pour 2015-2020. Ils ont eu un débat stratégique sur les relations entre l'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes. Mais surtout, ils ont eu une session de travail exceptionnelle avec leurs homologues de l'Intérieur pour évoquer la question migratoire en mer Méditerranée. Ils prévoient un renforcement des moyens de son opération de surveillance maritime Triton. Ils veulent notamment des moyens de son opération de surveillance maritime Triton. Ils veulent aussi s'attaquer aux "trafiquants"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

BCE :

Grèce : la BCE relève d'un milliard et demi d'euros le plafond de l'aide d'urgence aux banques



La Banque centrale européenne (BCE) a encore relevé, le 22 avril, le plafond de son financement d'urgence (ELA) des banques grecques, d'un milliard et demi d'euros, qui passe ainsi à 75,5 milliards d'euros. La BCE, qui révisé chaque semaine désormais le montant alloué, aide par ce seul biais les banques grecques depuis début février. Compte-tenu des sommes inutilisées jusqu'ici, celles-ci ont à leur disposition 2,9 milliards d'euros pour la semaine à venir, contre quatre milliards la semaine passée, ce qui semble montrer une hausse du recours à l'ELA. Le 22 avril, Benoit Coeuré, membre du Directoire de la BCE, a accordé une interview au journal grec Ekathimerini... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

BEI :

Quatre premiers projets retenus pour le plan d'investissements stratégiques



La Banque européenne d'investissement a proposé, le 22 avril, les premières opérations admissibles à la garantie budgétaire de l'Union européenne au titre du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). Le FEIS, qui devrait mobiliser quelque 315 milliards d'euros d'investissement, assumera les risques inhérents aux projets soutenus, dans l'optique d'encourager les investissements privés et publics en Europe. Quatre projets ont été retenus. Ils concernent la recherche dans le domaine des soins de santé en Espagne, l'agrandissement d'un aéroport en Croatie, la construction de 14 centres de soins de santé en Irlande et l'appui à l'innovation industrielle en Italie. Le Président de la Banque européenne d'investissement a annoncé que "ces projets auront des retombées positives sur l'innovation, les soins de santé, les transports et l'industrie"... [Lire la suite](#)

Allemagne :

Prévisions de la croissance allemande revues à la hausse



Le ministre allemand de l'économie et de l'énergie, Sigmar Gabriel, a annoncé le 22 avril des prévisions de croissance revues à la hausse puisque la croissance du P.I.B. devrait atteindre 1,8% entre 2015 et 2016. Il a expliqué que cette croissance soutenue est due à la vitalité du marché du travail outre-Rhin, à savoir un contexte de hausse des salaires et un fort taux d'emploi qui continue d'augmenter. Cela permet un accroissement de la consommation des ménages. Le contexte international joue également en faveur de l'Allemagne puisque la croissance mondiale est à la hausse, et surtout dans la zone euro où les prévisions de croissance sont supérieures aux scénarios antérieurs. Cela favorise les exportations germaniques, notamment dans un contexte de dépréciation de l'euro... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Finlande :

La Finlande ratifie les accords d'association avec l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie



Le 24 avril, le président finlandais Sauli Niinistö a ratifié les accords d'association conclus entre l'Union européenne et l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. Ces accords permettent le renforcement de la coopération politique et économique de ces pays avec l'Union européenne et ont pour objectif d'intégrer progressivement ces pays au marché unique en établissant des zones de libre-échange complètes et approfondies. La Finlande avait signé ces accords en juin 2014 avec les autres États membres de l'Union européenne... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

France :

L'enseignement de l'allemand menacé par la réforme du collège



La ministre française de l'éducation Najat Vallaud-Belkacem, dans sa proposition de réforme du collège présentée le 8 avril dernier, avance la possibilité de supprimer les classes européennes (renforcement d'une langue à partir de la 4ème) et bilingues (enseignement d'une 2e langue vivante dès la 6e). Des voix s'élèvent, en France comme en Allemagne, sur les risques de cette réforme pour les relations franco-allemandes.

Les classes européennes avaient été mises en place de concert en Allemagne et en France pour lutter contre le désaveu croissant des élèves des deux pays pour la langue de leur voisin. Une pétition lancée par l'Adeaf, l'Association des professeurs d'allemand, a été envoyée à François Hollande pour protester contre le projet et a déjà recueilli quelque 30 000 signatures. Jean-Marc Ayrault, ancien Premier ministre et professeur d'allemand, s'est également déclaré opposé à cette réforme... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Grèce :

La majorité des Grecs souhaite un accord avec les créanciers



Plus de sept Grecs sur dix souhaitent un accord avec les créanciers de la Grèce, l'Union européenne et le FMI, considérant qu'il y a un risque de sortie de la zone euro en raison de la lenteur des négociations, selon un sondage publié le 26 avril. A la question "quelle serait la meilleure solution pour le pays", 71,9% répondent "un accord avec les créanciers" contre 23,2% qui veulent "une rupture" avec l'Europe et

4,9% qui ne se prononcent pas, selon ce sondage paru dans le journal dominical grec To Vima. Les Grecs sont traditionnellement très favorables à l'euro malgré leur opposition à la politique d'austérité, ce qui est de nouveau confirmé par ce sondage : 72,9% se disent pour l'euro, contre 20,3% qui souhaitent le retour à la drachme, l'ancienne monnaie nationale. Pour 68,8% des sondés, le pays "risque de sortir de l'euro" contre 24,1% qui croient qu'il n'y a plus de danger, d'après l'enquête effectuée les 21 et 22 avril auprès d'un échantillon de 1 007 personnes à travers le pays par la société Kapa Research... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Hongrie :

Accord nucléaire entre la Hongrie et la Russie



L'Union européenne a formellement validé le projet "Paks II" de construction de deux nouveaux réacteurs nucléaires menée par la Hongrie en partenariat avec la Russie. Ce projet d'une valeur de 12,5 milliards € verra l'ajout de deux réacteurs à la centrale nucléaire de Paks qui devraient être construits à partir de 2018 par le groupe russe Rosatom et effectifs dès 2023. Un accord avait été signé en janvier 2014 entre la Hongrie et la Russie, accord vivement critiqué par l'agence nucléaire Euratom qui avait demandé en mars 2015 à ce que l'approvisionnement en combustibles russes soit limité à 10 ans et non 20 comme prévu initialement... [Lire la suite](#)

Pologne :

La Pologne veut acheter des hélicoptères européens et des missiles américains



La Pologne envisage d'acquérir 50 hélicoptères européens d'Airbus Helicopters pour un montant estimé à 3,3 milliards €. Les négociations devraient débuter au mois de mai et les contrats finalisés quand des essais auront été réalisés par l'armée polonaise. Elle mène également des négociations avec les Etats-Unis pour l'achat pour 7 milliards \$ d'un système américain de défense aérienne, appelé Patriot. Le président polonais Bronislaw Komorowski argue des tensions en Russie et du déploiement de missiles dans l'enclave russe de Kaliningrad, tout près de la frontière polonaise. La Pologne n'a pas, à l'heure actuelle, la capacité militaire de faire face à de telles armes et projette de dépenser près de 35 milliards \$ au cours des 8 prochaines années afin de renforcer son arsenal militaire (notamment sous-marins et personnel militaire)... [Lire la suite](#)

République Tchèque :

Consultations intergouvernementales entre la République tchèque et la Pologne



Le 20 avril s'est tenue à Varsovie une négociation intergouvernementale entre les Premiers ministres tchèque Bohuslav Sobotka et polonais Ewa Kopacz, accompagnés de leurs ministres de la défense, de l'intérieur, des transports et de l'environnement. Les thèmes de discussion portaient sur l'intensification des infrastructures de transport entre les deux pays, la coopération environnementale, la sécurité énergétique et la présidence à venir du Groupe de Visegrad qui rassemble la Pologne,

la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie. Ces consultations ont abouti à une déclaration conjointe sur les relations bilatérales dans de nombreux domaines, et deux accords, l'un sur la gestion de l'eau, l'autre sur la mise en place d'un système interconnecté de gaz naturel... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Arménie :

Commémorations du génocide arménien



Le 24 avril a eu lieu le 100ème anniversaire du génocide arménien, perpétré par les turcs ottomans en 1915. Une cérémonie à Erevan a été organisée, alors que la reconnaissance de ce génocide est toujours contestée par la Turquie. Le 23 avril, l'église arménienne a canonisé les 1,5 million de morts tués lors de ces massacres, et l'Allemagne, en la personne de son président Joachim Gauck, a reconnu pour la première fois le génocide en soulignant "une coresponsabilité, et même, potentiellement, une complicité" allemande dans ce crime. Les cérémonies du 24 avril se sont déroulées en présence du président français François Hollande et du président russe Vladimir Poutine, leurs pays faisant partie de la vingtaine au monde à reconnaître le génocide, et de nombreuses autres personnalités... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Russie :

Entretien entre François Hollande et Vladimir Poutine



Le 24 avril, en marge des commémorations du génocide arménien, le président français s'est entretenu avec son homologue russe. François Hollande a entre autres appelé Vladimir Poutine à aller de l'avant dans l'application des accords de paix de Minsk, alors que V. Poutine venait de déplorer que les relations de la Russie avec la France et l'Union européenne ne soient "malheureusement (...) pas au meilleur niveau". F. Hollande a insisté sur le fait qu'une entente entre la Russie et la France était nécessaire pour régler un certain nombre de situations difficiles, en évoquant le Moyen-Orient, la Syrie ou l'Irak. Par ailleurs, les deux présidents n'ont pas réussi à trouver de terrain d'entente quant à la question de la livraison des navires de type Mistral. Le reste de l'entretien s'est poursuivi à huis clos... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Ukraine :

Rencontre entre les présidents ukrainien et français



Le 22 avril, le président français François Hollande a reçu son homologue ukrainien Petro Porochenko au palais de l'Élysée à Paris. Au cours de cette rencontre, François Hollande lui a confié qu'il avait "apprécié sa volonté de tenir bon" mais aussi son sens du compromis lors de la crise en Ukraine. Les deux hommes ont abordé la question de la livraison des Mistral à la Russie. Le président français a tenu à rappeler que la livraison des navires n'était "pas possible dans le contexte que nous connaissons". M. Hollande se rendra en visite d'Etat en Ukraine suite à l'invitation de M. Porochenko, qui a profité du déplacement pour rencontrer le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, afin d'aborder la question de la ratification de l'accord d'association UE/Ukraine... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Des instructeurs militaires américains commencent à entraîner les Ukrainiens



Quelque 300 parachutistes américains déployés dans l'ouest de l'Ukraine ont commencé le 20 avril, en présence du président ukrainien Petro Porochenko, à entraîner des soldats ukrainiens devant combattre les séparatistes prorusses. Ces manœuvres sur le terrain d'entraînement de Iavoriv, près de la frontière polonaise, interviennent au moment où l'Ukraine fait face à "une agression" lancée par "un Etat étranger", a déclaré M. Porochenko en référence à la Russie... [Lire la suite](#)

Vira Savchenko plaide le cas de sa sœur Nadia en Europe



Vira Savchenko, soeur de Nadia Savchenko, détenue en Russie depuis l'année dernière, s'est rendue à Paris, Bruxelles et Strasbourg dans le cadre de la campagne internationale lancée pour la libération de sa sœur. Elle était invitée par l'ONG Cosmopolitan Project Foundation, par l'Association des Etudiants Ukrainiens en France et par l'ONG Open Dialog Foundation. Elle a également été reçue par Amnesty International, par la Maire de Paris, par le ministère des Affaires étrangères français, ainsi que par Martin Schulz et par des députés européens. Elle demande la libération de sa soeur dans le cadre des accords de Minsk II, requête soutenue par les institutions européennes, par le Conseil de l'Europe, ainsi que par le gouvernement français... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Le Conseil de l'Europe publie son rapport d'activité pour 2014



Le Conseil de l'Europe a publié le 21 avril son rapport d'activité 2014. Cette publication passe en revue les travaux menés au cours de l'année 2014 par les différents organes et secteurs d'activité du Conseil de l'Europe, en présentant une sélection de points forts et de réalisations de l'Organisation. Parmi les réalisations de cette année, on trouve la création d'une plateforme internet afin de favoriser la protection du journalisme et la sécurité des journalistes, ou encore l'intensification de la lutte contre le terrorisme avec la définition de nouvelles menaces ("combattants terroristes étrangers"). Les experts ont ainsi entamé la rédaction d'un protocole additionnel à la Convention pour la prévention du terrorisme qui érigera en infractions pénales le recrutement, la formation, la préparation et les déplacements effectués à des fins terroristes... [Lire la suite](#)

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe



La session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est tenue à Strasbourg du 20 au 24 avril. Lors de la cérémonie d'ouverture, Anne Brasseur, présidente de l'APCE, a alerté sur la gestion de l'immigration en Europe et le système Dublin en rappelant que, les droits de l'homme étant universels, les migrants ont droit à une vie digne et décente. Anne Brasseur a également évoqué la question de la crise ukrainienne en encourageant le dialogue malgré le fragile cessez-le-feu. Au cours de cette session, l'APCE a finalement discuté des questions de surveillance massive et drones, de sanctions à la Russie et des conséquences humanitaires des agissements de l'État islamique... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Les policiers ne peuvent pas exiger le droit de grève, selon la CEDH



Les Etats sont fondés, au nom de la "sûreté publique", à priver les forces de l'ordre du droit de grève, a jugé le 21 avril la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), saisie par un syndicat espagnol de policiers. Le fait que des "exigences plus sévères" pèsent sur les policiers, "résultant de leur mandat armé et de la nécessité d'un service ininterrompu de leur part, justifie l'interdiction de faire grève dans la mesure où la sûreté publique et la défense de l'ordre sont en jeu", ont estimé les juges européens. En ce sens les policiers doivent être distingués "d'autres fonctionnaires", ce qui "justifie la limitation de leur liberté syndicale", selon la Cour. La CEDH avait été saisie par le syndicat ER.N.E., majoritaire chez les agents de police du Pays basque espagnol... [Lire la suite](#)

ONU :

Ban Ki-Moon et le HCR pour le développement d'une action européenne collective en matière d'immigration



Le Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki-Moon, la Haute Représentante de l'UE Federica Mogherini et le Premier ministre italien Matteo Renzi se rendent le 27 avril à bord du navire San Gusto au large des côtes siciliennes, afin de discuter de l'immigration en Méditerranée et mettre en place un plan d'action européen solidaire. Parallèlement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est engagé à appuyer l'Union européenne dans ce défi. Il a salué les mesures prises la semaine dernière pour tripler le financement des opérations maritimes et a déclaré qu'une action européenne collective était la seule réponse possible face à ce problème de nature transnationale... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Eurostat :

Baisse du chômage dans la majorité des régions de l'UE en 2014



En 2014, les régions de l'Union européenne ont, pour un peu plus de la moitié d'entre elles, enregistré un recul de leur taux de chômage régional d'au moins 0,5%, en comparaison de 2013, selon Eurostat. Néanmoins, les taux de chômage régionaux restent caractérisés par des disparités significatives. Ainsi, les régions de Praha en République tchèque et d'Oberbayern en Allemagne ont enregistré les taux de chômage les plus faibles (2,5%). A l'inverse, les régions espagnoles de l'Andalousie (34,8%) et des Canaries (32,4%) présentent les taux de chômage les plus forts. Ces disparités sont notamment visibles concernant le chômage des jeunes qui s'établit à 21,9% en moyenne dans l'UE. En la matière, les régions allemandes d'Oberbayern (3,7%) et de

Stuttgart (4,7%) présentent les taux les plus faibles, tandis que les régions d'Ipeiros (69,8%) en Grèce et de Ceuta (67,5%) en Espagne enregistrent les taux les plus élevés... [Lire la suite](#)

Travail à temps partiel dans l'UE



Selon une étude d'Eurostat publiée le 27 avril, parmi les 44,1 millions de travailleurs à temps partiel que comptait l'Union européenne en 2014, 9,8 millions étaient en situation de sous-emploi, ce qui signifie qu'ils souhaitent accroître leur temps de travail et étaient disponibles pour travailler davantage. Ceci représente 22,2% de l'ensemble des travailleurs à temps partiel et 4,5% de l'emploi total dans l'UE en 2014. La grande majorité des travailleurs à temps partiel en situation de sous-emploi dans l'UE étaient des femmes (67%).. [Lire la suite](#)

Résultats encourageants en matière d'éducation pour l'UE



En 2014, l'Union européenne s'est rapprochée des objectifs fixés par la stratégie Europe 2020 en matière d'éducation, selon Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. La stratégie Europe 2020 vise à ce qu'au moins 40% des personnes âgées de 30 à 34 ans disposent d'un diplôme de l'enseignement supérieur et à ce que le taux de décrochage scolaire soit inférieur à 10% dans l'Union européenne, d'ici 2020. Ainsi, la part des personnes de 30-34 ans diplômées de l'enseignement supérieur atteint 37,9% en 2014, alors qu'elle était de 23,6% en 2002. Le taux de décrochage scolaire a, quant à lui, fortement diminué, avec un taux de 11,1% en 2014 contre 17% en 2002. Pour les deux indicateurs, les femmes obtiennent de meilleurs résultats que les hommes... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Rapport sur la modernisation des systèmes de protection sociale en Europe



Un rapport publié le 24 avril par la Commission européenne fait le point sur les réformes des systèmes de protection sociale dans les États membres. Le paquet "Investissements sociaux" adopté en 2013 invitait les États à moderniser leurs systèmes de protection sociale pour permettre une utilisation plus efficace des budgets sociaux. Selon le rapport, les États membres intensifient leur soutien aux enfants, ainsi qu'aux personnes handicapées. Ils reconnaissent également davantage l'importance d'une aide appropriée aux personnes exclues du marché du travail. Des efforts doivent cependant encore être fournis, et "la Commission continuera à soutenir les réformes des États membres", a précisé la Commissaire à l'Emploi et aux Affaires sociales, Marianne Thyssen... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Rapport du Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe



Nils Muižnieks, Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, a présenté le 23 avril son Rapport annuel d'activité 2014. Il a blâmé la situation des migrants en Méditerranée qui tentent de rejoindre l'Europe et la crise humanitaire provoquée par les événements en Ukraine. Le Commissaire a également évoqué la détérioration des droits de l'Homme en Azerbaïdjan où des défenseurs des droits de l'Homme sont poursuivis et emprisonnés. Enfin, il a dénoncé le fait que, dans de nombreux États du Conseil de l'Europe, les militants d'ONG et les journalistes sont la cible d'attaques et d'intimidations... [Lire la suite](#)

Rapport sur les avantages du TTIP pour les PME



La Commission a publié le 20 avril un rapport selon lequel les petites et moyennes entreprises profiteraient largement du partenariat transatlantique (TTIP) avec les États-Unis. Une enquête a été menée sur les PME et sur les problèmes auxquels elles sont confrontées dans leurs échanges avec les États-Unis. Les PME auront pour rôle de retranscrire à l'échelle locale les avantages du TTIP. Le rapport constate que les exportations des PME vers les États-Unis représentent 28% des exportations européennes outre-Atlantique. Ces PME sont issues de secteurs variés : alimentation, agriculture, vêtements, textiles, cuir, ou encore produits chimiques. Le TTIP favoriserait ces exportations en mettant fin aux problèmes douaniers et réglementaires que rencontrent actuellement les PME... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Un "Brexit" serait coûteux pour Londres mais aussi pour les autres Européens



Une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne coûterait très cher au pays mais aussi à ses partenaires, certains comme l'Irlande, le Luxembourg et la Belgique ayant plus à perdre que d'autres, selon une étude de la Fondation Bertelsmann publiée le 27 avril. Le Royaume-Uni serait le plus affecté, avec, à l'horizon 2030, un différentiel de Produit intérieur brut (PIB) par habitant pouvant aller, dans le pire des scénarios, jusqu'à 14% par rapport à ce qu'il serait en restant dans l'UE. Les économies que pourrait réaliser Londres en ne contribuant plus au budget européen ne compenseraient en aucun cas le manque à gagner, préviennent les auteurs de l'étude. Une étude du think tank Open Europe montre que le Brexit aurait d'importantes conséquences en Irlande, qui pourrait voir son PIB réduire de 1,1% (pour le meilleur scénario) à 3,1% (dans le pire scénario) d'ici à 2030... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Culture :

Dresde et Vara gagnent le Prix de l'Europe 2015



Le Prix de l'Europe est attribué chaque année par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) pour récompenser la ville qui promeut le plus activement l'idéal européen. Cette année, ce Prix est décerné à Dresde (Allemagne) jumelée avec 13 villes dont 10 européennes et qui lutte activement contre l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie ; et à Vara (Suède) jumelée à 7 villes dont 6 européennes et qui organise des échanges dans les domaines du commerce, de l'environnement, de la culture, de l'assurance sociale. Les échanges scolaires et la coopération européenne et internationale sont les principaux vecteurs du Prix de l'Europe 2015... [Lire la suite](#)

Exposition : "Franz Stock et la voie vers l'Europe"



La Mairie du 16ème arrondissement de Paris organise, du 4 au 7 mai, une exposition sur Franz Stock, prêtre allemand et aumônier dans les prisons de Paris pendant la Seconde Guerre mondiale, et supérieur du Séminaire des Barbelés de Chartres, où furent formés quelque 900 prisonniers de guerre qui retournèrent ensuite en Allemagne en tant que prêtres ou théologiens, après avoir reçu des consignes de réconciliation et de fraternité entre européens... [Lire la suite](#)

Expo Milano 2015 : Nourrir la Planète, Energie pour la Vie.



L'exposition universelle de Milan débutera le 1er mai jusqu'au 31 octobre 2015. Avec plus de 130 pays participants, cet événement se veut un processus participatif qui vise à impliquer de manière active les nombreux acteurs du projet autour d'un thème d'importance cruciale : "Nourrir la Planète, Energie pour la Vie". Cet événement incarne un nouveau concept d'Exposition Universelle : thématique, durable, technologique et centré sur le visiteur. L'ouverture de l'exposition aura lieu le 30 avril autour d'un concert d'Andréa Bocelli, ambassadeur extraordinaire de l'exposition... [Lire la suite](#)

Exposition consacrée à Napoléon 1er au Neues Schloss d'Ingoldstadt



Le Neues Schloss d'Ingoldstadt accueillera à partir du 30 avril une exposition sur Napoléon 1er (1769-1821). Intitulée "Napoléon et la Bavière", cette exposition s'inscrit dans le cadre des 200 ans de la bataille de Waterloo. Symbole véhiculé au travers de l'Histoire, le célèbre bicorne de l'Empereur français, pièce maîtresse de cet événement, sera exposé au côté d'une collection de 350 vêtements, bijoux ou autres objets de l'époque impériale napoléonienne. La Bavière, région à laquelle Napoléon 1er était fortement lié, consacre cette exposition à l'Empereur français jusqu'au 31 octobre 2015... [Lire la suite](#)

Exposition à Paris "Arménie 1915 : Centenaire du génocide"



L'Hôtel de Ville de Paris accueille du 29 avril au 4 juillet 2015 l'exposition "Arménie 1915 : Centenaire du génocide". C'est le fruit d'un prêt exceptionnel de 350 documents photos et 150 pièces provenant du Musée-Institut du Génocide Arménien et de la Bibliothèque Nubar à Paris... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



27 avril
Kiev
Sommet UE-Ukraine



27 au 30 avril
Strasbourg
Session plénière du Parlement européen



2 mai
Strasbourg
Journée portes ouvertes du Parlement européen

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly, Helen Levy ; Marion Attia, Leslie Biaggi, Romain Denninger,
Flora Dumont, Noémie Rossi, Francesca Tortorella, Matthias Touillon

Rédacteur en chef : Charles de Marcilly
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}